

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



L'heure de la Glasnost a-t-elle sonné ?

Major Charles Nadeau

JCSP 46 DL

Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© 2021 Her Majesty the Queen in Right of Canada,
as represented by the Minister of National Defence.

PCEMI 46 AD

Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© 2021 Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le ministre de la Défense nationale.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 46 DL – PCEMI 46 AD

2019 – 2021

SOLO FLIGHT

L’HEURE DE LA GLASNOST A-T-ELLE SONNÉ?

L’emploi des activités d’influence par les Forces armées canadiennes en soutien aux opérations nationales

Par le major C. Nadeau

“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

Introduction

À la suite d'une série d'incidents fortement médiatisés survenus entre avril et octobre 2020 et liés aux activités d'influence (AI) en contexte d'entraînement et d'opérations nationales^{1,2,3,4}, le Commandant de l'Armée canadienne (AC) suspend de façon précipitée en octobre 2020 la conduite de toute AI en sol canadien. Au même moment, il ordonne une revue approfondie de tous les aspects de ces activités qui a pour objectif principal d'examiner si elles sont adaptées à leur objectif et en mesure d'accomplir correctement leur mandat opérationnel⁵. Dans les jours qui suivent, le sous-ministre (SM) et le chef d'état-major de la Défense (CEMD) font état de ces «faux pas» et décrètent dans une directive de planification que les FAC ne conduisent pas d'AI au Canada, mais admettent dans le même document que certaines AI sont utilisées dans le cadre d'opérations nationales⁶. Cette réaction en chaîne témoigne de la sensibilité de cet enjeu tant pour le public que pour le haut commandement. Toutefois, tant le travail journalistique que le libellé du mandat de la revue de l'AC et de la directive du SM/CEMD traduisent un manque de compréhension préoccupant quant à la nature même

¹ David Pugliese. "Canadian military spent more than \$1 million on controversial propaganda training linked to Cambridge Analytica parent firm". *Ottawa Citizen*, 13 octobre 2020.

² David Pugliese. Forged letter warning about wolves on the loose part of Canadian Forces propaganda campaign that went awry. *Ottawa Citizen*, 14 octobre 2020.

³ David Scanlon. Fight the Information War Without Sacrificing Canadian Values. *Ottawa Citizen*, 27 octobre 2020.

⁴ Scott Taylor. "Scott Taylor: Canadian military's public affairs branch has weaponized itself into self-destruction". *The Chronicle Herald*, 27 octobre, 2020.

⁵ Commandant de l'Armée canadienne. Commander Canadian Army Direction – Terms of references for the review of the influence activities function within the Canadian Army. 26 octobre 2020.

⁶ Quartier général de la Défense nationale. Directive de planification du CEMD/SM – Amélioration des communications opérationnelles et institutionnelles : réinitialisation des initiatives de capacités en lien avec l'information. 12 novembre 2020, p. 11.

des AI, de leur concept d'emploi et des effets qu'elles peuvent générer en soutien aux opérations nationales.

Un aspect clé qui contribue à ce manque de compréhension est celui de la confusion quant à la définition du terme «AI». Dans les FAC, AI désigne à la fois des activités proprement dites (conduites dans l'environnement d'information) qu'un concept d'emploi de la force groupant un sous-ensemble de deux capacités mandatées de conduire ce type d'activités, c'est-à-dire la coopération civilo-militaire (COCIM) et les opérations psychologiques (OPSPSY). Une fois cette distinction comprise, le problème qui se pose est celui de la légitimité d'utiliser les capacités COCIM et OPSPSY de façon groupée en soutien aux opérations nationales. Nous posons donc dans cet essai la question suivante : dans le contexte des récents incidents, le concept d'emploi actuel des AI, qui groupe les capacités COCIM et OPSPSY, devrait-il être sauvegardé ou faut-il poursuivre sa mise au rancart afin d'éviter d'éroder davantage la confiance du public envers l'institution? Il sera démontré que le groupement des capacités COCIM et OPSPSY, malgré les sensibilités qui en découle en opérations nationales, ne doit pas servir de bouc émissaire à l'enjeu plus fondamental de transparence et d'éducation auprès du public et du haut commandement quant à la nature et l'emploi des AI.

Cette démonstration se divise en trois sections. La première explore les définitions, la doctrine, les meilleures pratiques et les politiques actuelles en matière d'AI. La seconde examine le regroupement des capacités COCIM et OPSPSY, les effets souhaités lors de la conduite d'AI en soutien aux opérations nationales et les sensibilités qui en résultent. La troisième section discute de la reconnaissance du risque d'éroder la confiance du public et fait état de recommandations permettant d'atténuer ce risque tout

en préservant l'efficacité et la synergie qu'offre le groupement des capacités COCIM et OPSPSY.

Dissiper la confusion sur la nature et l'emploi des activités d'influence en soutien aux opérations nationales

La dépendance des forces armées à l'information, aux systèmes d'information et aux technologies de l'information a renforcé l'importance de l'environnement d'information (EI) dans la conduite des opérations militaires. L'EI est défini comme l'«environnement comprenant l'information elle-même et les personnes, les organisations et les systèmes qui reçoivent, traitent et transmettent l'information, ainsi que les espaces cognitif, virtuel et physique dans lesquels cela se déroule»⁷. Il est important de comprendre ces trois espaces (ou dimensions) ainsi que leur interdépendance. Les dimensions physiques et virtuelles de l'IE sont interprétées dans la dimension cognitive, orientant à leur tour le comportement dans la dimensions virtuelle et physique. La dimension cognitive constitue la composante la plus importante de l'EI⁸. Elle englobe l'esprit des individus qui reçoivent et réagissent ou agissent à des informations. Cette dimension est influencée par les facteurs humains⁹ ce qui signifie que nous devons comprendre les facteurs humains d'un individu ou d'un groupe, à tous les niveaux de structure organisationnelle, si nous voulons être en mesure de changer son comportement de manière à soutenir le succès de nos missions.

⁷ Banque de terminologie de la défense. Fiche 695898.

⁸ National Defence Headquarters. Department of National Defence and Canadian Armed Forces Policy for Information Operations DRAFT. 11 mars 2021, p. 2.

⁹ Comprennent les facteurs psychologiques, culturels, ethniques, éducation, comportement, paramètres de la population et autres attributs humains qui influencent la prise de décision.

À cette fin, les FAC considèrent les opérations d'informations (Info Ops)¹⁰ comme une partie intégrante du processus de planification et de ciblage¹¹. Les Info Ops ne désignent toutefois pas les activités proprement dites mais leur coordination. Elles intègrent non seulement les AI mais également les opérations dans le cyberspace, les opérations techniques spéciales et les attaques physiques (qui ont également des effets dans l'EI). En tant que sous-ensemble des activités coordonnées par les Info Ops, les AI comprennent toute «activité qui vise à influencer sur le caractère ou le comportement d'une personne ou d'un groupe à titre d'effet de premier ordre»¹². Les AI comprennent notamment les capacités COCIM, OPSPSY, guerre électronique, affaires publiques, ainsi que les techniques d'engagement, de présence, posture et profil (PPP), de déception et de sécurité des opérations (SECOP). Nous noterons ici que tout comme pour les OPSPSY, un effet de premier ordre de la COCIM et des affaires publiques consiste à influencer le comportement d'une personne ou d'un groupe.

Il existe actuellement dans les FAC une reconnaissance que la réussite des opérations sur le terrain, incluant en contexte national, dépend de plus en plus de l'aptitude des commandants à intégrer les capacités sous-jacentes aux Info Ops dans la planification et la conduite des opérations^{13,14}. Toutefois, jusqu'ici ces capacités ont

¹⁰ Les Info Ops sont définies comme des activités d'informations coordonnées dans ou par le biais de l'environnement d'information visant à produire des effets désirés sur la volonté, la compréhension et la capacité de personnes. Banque de terminologie de la défense. Fiche 31721.

¹¹ National Defence Headquarters. Department of National Defence and Canadian Armed Forces Policy for Information Operations DRAFT. 11 mars 2021, p. 2.

¹² Note : Les activités d'influence ont un effet sur la compréhension, les perceptions et la volonté, et visent à modifier le comportement de la manière souhaitée. Banque de terminologie de la défense. Fiche 33849.

¹³ Canada. Protection, sécurité, engagement, Politique de défense du Canada. D2-386/2017F-PDF, 2017, p. 41, 57, 66, 68,

¹⁴ Canada. Plan de la Défense 2018-2023. P. 12.

essentiellement été employées en tant que disciplines distinctes plutôt que d'être planifiées, synchronisées et exécutées de concert avec les autres armes pour produire les effets et les résultats souhaités. Par conséquent et bien que les FAC se soient dotées dès 1998 d'une doctrine Info Ops¹⁵, le développement doctrinaire de ces disciplines est demeuré largement cloisonné, laissant donc de côté une approche orientée vers l'identification des recoupements et des synergies, pour une approche caractérisée par l'identification de ce qui distingue les capacités entre elles (et donc sur ce qui les rend uniques et importantes individuellement). Globalement, le contexte de développement de ces capacités depuis le début des années 2000 est donc caractérisé par une compétition constante pour les ressources disponibles (humaines et matérielles) et des rivalités entre les détenteurs d'intérêts internes, plutôt que par un contexte véritablement collaboratif et orienté vers la réussite des effets souhaités en opérations. Une prise de conscience du manque à gagner de négliger d'adopter une approche coordonnée est toutefois survenue lors de la campagne d'Afghanistan et concernait plus spécifiquement les éléments COCIM et OPSPSY déployés en soutien à des groupements tactiques. Étant donné le caractère fragmentaire des structures de coordination des Info Ops dans ce contexte tactique¹⁶, la conduite de ces deux activités de manière indépendante s'est initialement avérée discordante, occasionnant dans certains cas des effets carrément fratricides¹⁷.

L'héritage de cette prise de conscience a été la création d'un concept d'emploi de la force groupant les éléments COCIM et OPSPSY accompagnés d'une capacité

¹⁵ Canada. Défense Nationale. B-GG-005-004/AF-010. Opérations d'information, avril 1998.

¹⁶ Il n'y a généralement pas de structures Info Ops déployée en soutien à un QG de groupement tactique.

¹⁷ CAEG CIMIC and PSYOPS Lessons Learned of the Army Lessons Tracker (extract from the Master Observation List of the Info Ops, IA, CIMIC and PSYOPS lessons identified from the Canadian presence in Kandahar from 2006 to 2011). ID. 1620 and 927.

d'analyse et de production au sein d'une structure de commandement et contrôle (C2) commune. Ce concept d'emploi allait être nommé «activités d'influence» (AI) et constitue donc un sous-ensemble de deux capacités parmi l'ensemble des autres capacités sous-jacentes aux Info Ops. Une conséquence préjudiciable au choix du terme AI est donc celui de désigner à la fois des activités proprement dites qu'un concept d'emploi de la force regroupement la COCIM et les OPSPSY. Il en résulte une confusion persistante sur le plan terminologique, rendant le problème à résoudre plus difficile à définir, incitant à des débats de principes entre les détenteurs d'intérêts et contribuant ultimement à freiner le développement des capacités afférentes aux AI ainsi que leur professionnalisation. Les incidents survenus en 2020 résultent en grande partie de manquements de professionnalisme exacerbés par des aspects particuliers aux opérations nationales.

Les opérations nationales menées par les FAC se caractérisent par un intérêt accru du public canadien, du gouvernement ainsi que des médias d'information¹⁸ (en particulier les médias régionaux) par lesquels s'accompagnent des sensibilités généralement absentes lors d'opérations internationales. Dans de telles circonstances, la mentalité d'«apprentissage par la pratique» adoptée par les CAF menace d'éroder la confiance du public dans l'institution et de créer une confusion quant à la nécessité de renforcer notre capacité à mener ce type d'activités¹⁹. En d'autres mots, en soutien aux opérations nationales, l'erreur n'est pas permise. Parmi ces sensibilités se trouvent

¹⁸ Canada. Les opérations nationales. PIFC 3-2, B-GJ-005-302/FP-002, novembre 2011, p. 2-5.

¹⁹ Quartier général de la Défense nationale. Directive de planification du CEMD/SM – Amélioration des communications opérationnelles et institutionnelles : réinitialisation des initiatives de capacités en lien avec l'information. 12 novembre 2020, p. 7.

notamment la crainte que l'information soit manipulée afin d'influencer le public canadien de manière directe ou indirecte ainsi que les craintes relatives à la collecte de renseignement sur les citoyens et la protection de la vie privée²⁰.

De manière générale, en opérations nationales, les FAC apportent un appui en cas d'urgence touchant la sécurité publique, en cas de sinistres et à l'appui des organismes et ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux²¹. L'autorité juridique pour le soutien aux opérations nationales est fondée sur la prérogative de la Couronne conformément aux instructions du gouvernement du Canada²². À l'instar de toutes autres capacités militaires utilisées en soutien aux opérations nationales, les AI ne font pas exception à cette règle. Malgré cela, il y a actuellement apparence de vouloir entretenir la perception que les « FAC ne conduisent pas d'AI au Canada²³ » ou qu'elles ne devraient pas en conduire. Pourtant, sous réserve de conformité avec toutes les lois applicables et les directives éthiques des FAC (et d'avis juridiques le cas échéant), le soutien des AI (en particulier celui de la COCIM et des affaires publiques) est actuellement omniprésent en soutien aux opérations nationales (p. ex. l'intervention de la série d'OP LENTUS lors de feux de forêt, d'inondations et de catastrophes naturelles au Canada). Si l'objectif souhaité est d'utiliser les capacités AI à leur plein potentiel tout en respectant les lois applicables et

²⁰ Canada. Rapport spécial sur la collecte, l'utilisation, la conservation et la diffusion de renseignements sur les Canadiens dans le contexte des activités du renseignement de défense du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes. CP104-2/2020F-PDF, 2020, p. 2.

²¹ Canada. Les opérations nationales. PIFC 3-2, B-GJ-005-302/FP-002, novembre 2011, p. 1-1.

²² Canada. Rapport spécial sur la collecte, l'utilisation, la conservation et la diffusion de renseignements sur les Canadiens dans le contexte des activités du renseignement de défense du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes. CP104-2/2020F-PDF, 2020, p. 12

²³ Quartier général de la Défense nationale. Directive de planification du CEMD/SM – Amélioration des communications opérationnelles et institutionnelles : réinitialisation des initiatives de capacités en lien avec l'information. 12 novembre 2020, p. 10.

les directives éthiques, il est donc totalement contreproductif (et simpliste) d'interdire unilatéralement une AI (p. ex. OPSPSY) sans considérer d'abord un concept d'emploi restreint de cette AI. En segmentant les effets souhaités par la conduite des capacités AI en deux lignes d'efforts distinctes (information et influence), la section suivante permet d'explorer les fondements théoriques possibles d'un tel concept d'emploi restreint.

Comprendre les effets souhaités et admettre les sensibilités de grouper les capacités COCIM et OPSPSY en soutien aux opérations nationales

L'analyse du concept d'emploi des AI est particulièrement pertinente dans le cadre de cette discussion parce qu'il s'agit jusqu'ici de la seule initiative à avoir été implémentée et validée par les FAC d'utiliser de manière groupée plus d'une AI (COCIM et OPSPSY). Il est également opportun à ce stade de mentionner que, sur le plan doctrinaire, le concept AI n'aspire nullement remplacer ou à rivaliser avec les Info Ops mais bien à s'assurer que la coordination entre les capacités COCIM et OPSPSY ait lieu, particulièrement en l'absence d'une cellule intégrale de coordination des Info Ops. Ce concept témoigne de la réalité contextuelle d'une petite force armée et des considérations rationnelles (p. ex. économie de ressources et d'efforts) qui façonnent son développement.

En soutien aux opérations nationales, à l'instar de la campagne d'Afghanistan, les forces militaires sont généralement structurées en groupements tactiques dont la composition est dictée par la situation et qui ne comprend généralement pas de cellule de coordination des Info Ops. Avant l'implémentation du concept AI, les capacités COCIM et OPSPSY rivalisaient donc entre elles pour l'attention et la considération des commandants. Le concept AI a donc permis de soutenir plus efficacement la planification

des opérations en soutenant les principes connexes d'unité d'effort²⁴ et d'intention commune²⁵. Conjointement, il a également permis une prise de conscience chez les praticiens qu'au-delà de leurs distinctions, ces deux capacités partagent des traits communs qui génèrent des synergies au sens où leurs actions coordonnées peuvent concourir à un même effet souhaité en soutien à l'intention du commandant. Un trait commun essentiel est celui que la COCIM et que les OPSPSY sont deux disciplines de communication qui partagent deux lignes d'efforts, c'est-à-dire celle d'informer et celle d'influencer (figure 1). Nous approfondirons en premier lieu la ligne d'effort «informer» qui consiste à fournir une information factuelle au public et qui est essentielle en opérations nationales.

²⁴ Canada. Défense nationale. B-GL-300-001/FP-001. Land Operations, January 2008, p. 5-76.

²⁵ *Ibid.*

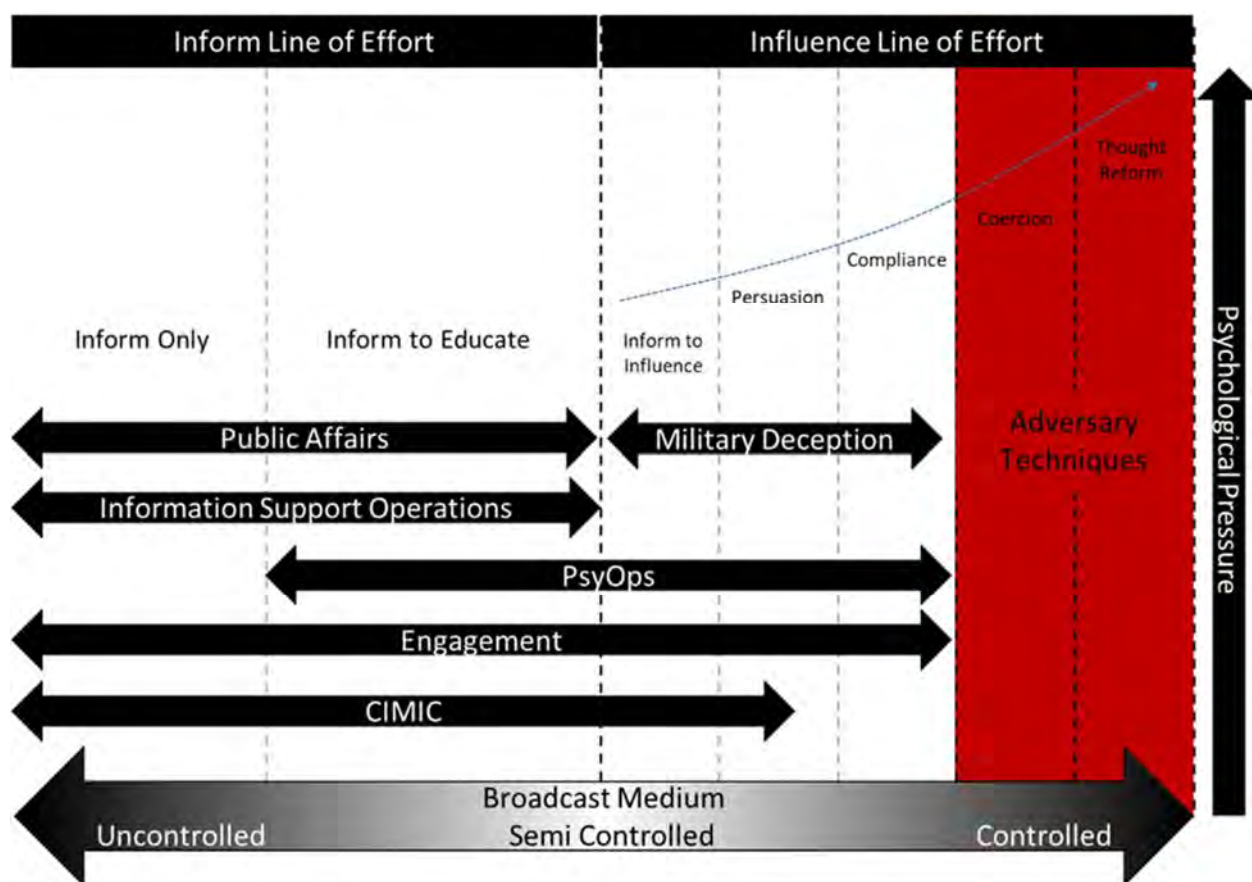


Figure 1. Lignes d'effort des activités d'influence (source : modifié de US FM 3-53, Military Information Support Operations (2013), Figure 1-2)

Dans un contexte d'opérations nationales (p. ex. assistance lors d'une catastrophe naturelle), informer n'a pas pour but de forcer ou de prendre une décision pour le public, mais de fournir des faits utiles à la prise de décision, d'alerter sur les conditions locales, de fournir des instructions et de résoudre d'autres problèmes préoccupants. Informer pour faciliter une prise de décision éclairée permet d'éviter la désinformation et aide à éviter que des informations inexactes ne provoquent des décisions erronées ou non informées²⁶. Par exemple, lors d'une catastrophe naturelle, la capacité OPSPSY peut utiliser ses

²⁶ Canada. National Defence. B-GL-354-001/FP-001. Influence Activities in Land Operations DRAFT, February 2021, p. 1-5.

capacités organiques de production pour développer des produits audio, visuels et audiovisuels qui transmettent des messages de santé publique, de sûreté, de sécurité, des informations sur les secours humanitaires ou le message d'un commandant sur les opérations en cours (p. ex. pour réduire l'incertitude ou combler les lacunes en matière d'information)²⁷. Ce qui restreint l'utilisation des OPSPSY en soutien aux opérations nationales en comparaison à d'autres types d'opérations est que pour rencontrer les lois applicables et les directives éthiques des FAC, il ne doit pas y avoir de prise en charge de la conception des messages et des analyses d'audience²⁸. Le rôle des OPSPSY doit donc se limiter au soutien informationnel c'est-à-dire à diffuser des informations assujetties à l'autorité, au mandat et aux exigences de l'agence ou du ministère soutenu, tels que prescrits par la loi²⁹. De plus, les informations transmises doivent être destinées exclusivement aux populations touchées par la catastrophe et ses événements connexes³⁰.

S'auto-infliger une interdiction (ou du moins entretenir cette perception) d'utiliser des outils uniques aux OPSPSY en soutien aux opérations nationales est non seulement contreproductif mais également problématique sur le plan éthique du fait que cela suggère insidieusement que seul les OPSPSY génèrent des effets pouvant influencer des citoyens canadiens. En présentant certains chevauchements entre les lignes d'effort «informer» et «influencer» qui concernent les autres AI, la figure 1 montrent que ce n'est nullement le cas. En d'autres mots, en entretenant unilatéralement l'idée que les OPSPSY ne devraient pas être employées en soutien aux opérations nationales, il y a apparence de

²⁷ US FM 3-13, Inform and Influence Activities, 2013, p. 1-2.

²⁸ US FM 3-53, Military Information Support Operations, 2013.

²⁹ Canada. National Defence. B-GL-354-001/FP-001. Influence Activities in Land Operations DRAFT, February 2021, p. 4-5.

³⁰ *Ibid.*

vouloir instrumentaliser les OPSPSY afin de détourner l'attention de la fonction d'influence d'autres AI telles que la COCIM, les engagements et le PPP.

Nous avons constaté jusqu'ici dans cette section que dans le contexte de compétition pour les ressources (humaines et matérielles) qui caractérise les FAC et en l'absence de structure de coordination des Info Ops déployée en soutien à un groupement tactique, le concept d'emploi des AI permet de soutenir les principes d'unité d'effort et d'intention commune ainsi que de générer des synergies. Nous avons également constaté qu'au même titre que d'autres AI, la capacité OPSPSY est pertinente et qu'elle peut être employée de manière légale et éthique en opérations nationales dans la mesure où son champ d'action est adapté. À ce stade il apparaît toutefois important de reconnaître qu'une communication destinée à informer peut éventuellement conduire à un changement d'opinion ou de comportement (donc à influencer) même si ce n'est pas son objectif premier. Négliger de reconnaître cet état de fait revient à prendre un raccourci visant à préserver la perception de neutralité (par exemple celle des affaires publiques). La stratégie des FAC de tenter de préserver cette perception dans l'EI est une solution tout au plus simpliste à l'enjeu actuel. Sous l'éclairage de la couverture médiatique des récents incidents, cette superficialité ne permet vraisemblablement plus à l'institution de rencontrer les attentes de transparence du public.

Nous réitérerons donc en conclusion de cette section que toute activité conduite dans l'EI communique d'une manière ou d'une autre. Elle sert à marquer l'esprit de ceux qui observent ou entendent ces communications. En soutien aux opérations nationales, compte tenu qu'elle est dirigée vers des citoyens canadiens, cela implique l'existence d'un dilemme éthique perpétuel et inévitable qui ne peut être solutionné en le dissimulant

ou en employant des mesures restrictives grossières (p. ex. interdire unilatéralement l'utilisation d'une capacité) et se priver ainsi d'outils légitimes et efficaces en soutien aux opérations. La résolution de cet enjeu requiert une attention particulière sur les zones grises qui doivent être expliquées et conciliées avec les sensibilités croissantes du public. Elle requiert de résister à la tentation de se soustraire au débat éthique sous prétexte de vouloir préserver des perceptions sur lesquelles les FAC n'ont en réalité que très peu de contrôle. Faisant état de l'urgence d'agir, la section suivante explore certains facteurs internes et externes qui viennent exacerber les sensibilités et contribuer à l'érosion de la confiance du public envers les FAC. Elle enchaîne ensuite en recommandant des actions proactives susceptibles d'atténuer ces facteurs et permettre aux FAC d'occuper un espace vital dans l'EI.

Reconnaître le risque d'éroder la confiance du public, l'atténuer et préserver les synergies

Les solutions superficielles apportées par les FAC afin de contourner les zones grises qui caractérisent la conduite des AI en soutien aux opérations nationales sont possiblement encore plus préjudiciables à la confiance du public que des erreurs ponctuelles telles que celles survenues en 2020 parce qu'elles soulèvent des doutes itératifs et persistants. En se limitant à vouloir préserver des perceptions, les FAC entretiennent des soupçons légitimes sur le caractère insidieux de ses actions et créent un vide théorique qui est rapidement comblé par les médias d'information. Il devient ainsi facile pour les lanceurs d'alerte, les journalistes d'opinion, ou tout simplement les journalistes qui n'ont ni les connaissances ni les moyens de les acquérir, de constater des discordances élémentaires qui jettent le doute sur l'intégrité de l'institution. Il leur suffit

ensuite de mettre l'emphase sur ces dernières pour rallier un lectorat friand de scandale et miner la confiance du public envers l'institution. Un exemple typique qui expose les FAC à une critique facile est l'idée qui revient de manière cyclique chez les planificateurs de changer le terme «OPSPSY» pour un terme plus neutre (p. ex. opération de support à l'information) sans pour autant adapter la nature et le champ d'action des activités.

Une façon d'atténuer cet état de fait est de créer du contenu médiatique et de le véhiculer de manière proactive en prenant soins de développer une relation de confiance et durable avec les médias. Il ne s'agit pas ici de manipuler l'information mais de partager une information de bonne qualité et ainsi combler un vide qui est actuellement facilement rempli par un journalisme superficiel. Cela atténuerait entre autres les besoins des journalistes de se tourner vers d'autres prétendus experts des questions de défense (souvent étrangers) qui sont généralement en marge des développements récents. Afin de pouvoir opérer efficacement dans l'EI les FAC devront donc s'exposer à un risque que des erreurs soient commises afin d'être plus proactif et présent. L'enjeu fondamental en est donc un de transparence avec le public mais également à l'intérieur de l'institution.

En soutien aux opérations nationales, ceci implique de reconnaître que l'efficacité repose entre autres sur l'adoption par le public d'un comportement qui contribue positivement au succès de la mission. Par exemple, nous voudrions dans certains cas que les habitants d'une zone sinistrée restent à leur domicile en attendant d'être évacués afin de pouvoir mieux contrôler les mouvements sur les itinéraires routiers et d'accélérer l'évacuation, ou encore de prioriser les habitants des zones plus touchées. Il faut dans un tel cas que les commandants soient en mesure de démontrer le bienfondé d'une telle influence et de se doter de mesures de contrôles afin de faire en sorte qu'elle soit adaptée

et limitée aux effets souhaités en soutien à l'opération. Nous avons constaté jusqu'ici dans cette discussion que ceci n'implique pas pour autant de s'auto-interdire des outils attribués aux OPSPSY (p. ex. de haut-parleurs courants dont l'utilisation est actuellement exclusive aux OPSPSY) qui pourraient s'avérer efficaces et légitimes, justement lors de l'évacuation d'une zone sinistrée. Au lieu d'une approche caractérisée par l'identification de ce qui distingue les capacités entre elles et fondée sur la restriction unilatérale d'AI en particulier, une approche mieux adaptée serait donc de concevoir un concept d'emploi fondé sur une mise en commun de l'expertise et des outils de l'ensemble des AI et d'adapter son champ d'action en conformité aux contraintes légales et éthique (p. ex. en se limitant à la ligne d'effort «informer» en contexte de soutien aux opérations nationales).

Bouclant ce tour d'horizon, nous soulignerons que les sensibilités accrues générées par la conduite d'AI en support aux opérations nationales, réenflamment un débat interne de longue date entre les défenseurs et les opposants du concept d'emploi des AI (donc du groupement des capacités COCIM et OPSPSY) qui percole jusqu'au plus haut niveau de commandement des FAC. Il s'agit d'un débat de principes entre une approche aspirationnelle (s'appuyant notamment sur la doctrine de certains grands alliés) et une approche rationnelle qui tient compte de la réalité contextuelle d'une petite force armée et des contraintes qui en découlent et qui façonnent son développement.

Vraisemblablement, les récents incidents ont permis aux opposants du modèle IA de consolider leur position afin de le discréditer aux yeux du haut commandement, davantage soucieux d'éviter que survienne un nouvel incident que de véritablement adresser les aspects légaux et éthiques de l'emploi des AI. Il n'en fallait pas plus pour que

s’amorce la mise au rencart du concept AI, apportant avec lui des données probantes et des leçons apprises chèrement acquises en opérations.

Conclusion

Confirmant la thèse de cette discussion, nous avons constaté que le groupement des capacités COCIM et OPSPSY, malgré les sensibilités susceptibles d’être générées lorsqu’il est employé en soutien aux opérations nationales, ne doit pas servir de bouc émissaire à l’enjeu plus fondamental de transparence et de communication auprès du public et du haut commandement quant à la nature des AI et de leurs effets désirés. Les incidents récents liés aux AI montrent qu’il ne suffit plus d’essayer de contrôler les perceptions, d’autant plus que ce contrôle tend de plus en plus à nous échapper étant donné la rapidité avec laquelle les conditions changent dans l’EI. Ceci requiert une éducation du public et de l’institution qui commence par une communication proactive, positive et continue des enjeux liés aux AI. L’heure de la glasnost a donc véritablement sonné et il s’agit désormais d’être les premiers à dire la vérité.

L’agonie de plus d’une décennie au cours de laquelle les défenseurs et les opposants du concept d’emploi des AI n’ont pas été en mesure d’adhérer à un compromis viable laissent actuellement les capacités COCIM et OPSPSY des FAC au seuil de l’effondrement. Fâcheusement, ceci survient au moment précis d’une prise de conscience des Info Ops comme partie intégrante du processus de planification et de ciblage. La situation actuelle nous rappelle donc l’importance de rallier les détenteurs d’intérêts internes autour d’un compromis viable tôt dans les processus de développement, et cela, même aux plus bas chaînons afin d’éviter que des dissensions intra-institutionnelles se transposent à l’espace public au grand dam de la crédibilité de l’ensemble de l’institution.

RÉFÉRENCES

- CAEG CIMIC and PSYOPS Lessons Learned of the Army Lessons Tracker (extract from the Master Observation List of the Info Ops, IA, CIMIC and PSYOPS lessons identified from the Canadian presence in Kandahar from 2006 to 2011).
- Canada. Les opérations nationales. PIFC 3-2, B-GJ-005-302/FP-002, novembre 2011.
- Canada. Défense nationale. B-GG-005-004/AF-010. Opérations d'information, avril 1998.
- Canada. National Defence. B-GL-300-001/FP-001. Land Operations, January 2008.
- Canada. National Defence. B-GL-354-001/FP-001. Influence Activities in Land Operations DRAFT, February 2021.
- Canada. Plan de la Défense 2018-2023.
- Canada. Protection, sécurité, engagement, Politique de défense du Canada. D2-386/2017F-PDF, 2017.
- Canada. Rapport spécial sur la collecte, l'utilisation, la conservation et la diffusion de renseignements sur les Canadiens dans le contexte des activités du renseignement de défense du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes. CP104-2/2020F-PDF, 2020.
- Commandant de l'Armée canadienne. Commander Canadian Army Direction – Terms of references for the review of the influence activities function within the Canadian Army, 26 octobre 2020.
- Pugliese, David. "Canadian military spent more than \$1 million on controversial propaganda training linked to Cambridge Analytica parent firm". *Ottawa Citizen*, 13 octobre 2020. Adresse URL: <https://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/canadian-military-spent-more-than-1-million-on-controversial-propaganda-training-linked-to-cambridge-analytica-parent-firm> [page consultée: 15-04-2021]
- Pugliese, David. "Canadian military wants to establish new organization to use propaganda, other techniques to influence Canadians". *Ottawa Citizen*, 2 novembre 2020. Adresse URL: <https://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/canadian-military-to-establish-new-organization-to-use-propaganda-other-techniques-to-influence-canadians> [page consultée: 15-04-2021]
- Pugliese, David. "Canadians shouldn't be viewed as "targets" – Military initiative to aim propaganda at public is shut down". *Ottawa Citizen*, 13 novembre 2020. Adresse URL: <https://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/canadians-shouldnt-be-viewed-as-targets-military-initiative-to-aim-propaganda-at-public-is-shut-down> [page consultée: 15-04-2021]
- Pugliese, David. "Forged letter warning about wolves on the loose part of Canadian Forces propaganda campaign that went awry". *Ottawa Citizen*, 14 octobre 2020. Adresse

URL : <https://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/forged-letter-warning-about-wolves-on-the-loose-part-of-canadian-forces-propaganda-campaign-that-went-awry> [page consultée: 15-04-2021]

Quartier général de la Défense nationale. Directive de planification du CEMD/SM – Amélioration des communications opérationnelles et institutionnelles : réinitialisation des initiatives de capacités en lien avec l'information, 12 novembre 2020.

Quartier général de la Défense nationale. Politique du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes sur les opérations d'information interarmées, 3 avril 2018.

National Defence Headquarters. Department of National Defence and Canadian Armed Forces Policy for Information Operations DRAFT, 11 mars 2021.

Scanlon, David. "Fight the Information War Without Sacrificing Canadian Values". *Ottawa Citizen*, 27 octobre 2020. Adresse URL: <https://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/fight-the-information-war-without-sacrificing-canadian-values> [page consultée: 15-04-2021]

Taylor, Scott. "Scott Taylor: Canadian military's public affairs branch has weaponized itself into self-destruction". *The Chronicle Herald*, 27 octobre, 2020. Adresse URL: <https://www.thechronicleherald.ca/opinion/national-perspectives/scott-taylor-canadian-militarys-public-affairs-branch-has-weaponized-itself-into-self-destruction-513788/> [page consultée: 15-04-2021]

Taylor, Scott. "Scott Taylor: About time the military halted practice of aiming propaganda at Canadians". *The Guardian*, 17 novembre 2020. Adresse URL: <https://www.theguardian.pe.ca/opinion/local-perspectives/scott-taylor-about-time-the-military-halted-practice-of-aiming-propaganda-at-canadians-521427/> [page consultée: 15-04-2021]

US FM 3-13, Inform and Influence Activities, 2013.

US FM 3-53, Military Information Support Operations, 2013.